

L'esclavage, c'est le changement ? sur le RSA et les autres attaques sur le travail

Les promesses les plus anti-sociales les unes que les autres se multiplient dans le cadre des élections présidentielles. Que les capitalistes veulent s'attaquer à nos droits sociaux n'est pas une nouveauté. Mais le déchaînement de "mesures" montre bien que dans la période l'objectif va être de nous pressurer et de nous culpabiliser au maximum

Ainsi, le candidat Macron propose dans son programme de faire travailler les allocataires du RSA (revenu de solidarité active) donc chômeurs et chômeuses de 15 à 20 heures hebdomadaires. Reprenant au passage une idée de Péresse et surfant sur l'ineptie comme quoi chômer c'est ne pas travailler, il compte donc une fois élu faire travailler les chômeuses gratuitement. Pour le grand bonheur on l'imagine des milieux d'affaires et du patronat pour qui cette mesure serait une véritable bénédiction : disposer de travailleurs-euses sans avoir à les payer ! Plus de salaires, plus de cotisations sociales, bref s'accaparer l'intégralité de la richesse créée par ceux-ci sans avoir à déboursier un centime.

Macron démontre aussi que du travail il y en a. Et effectivement il y en a, à commencer par les services publics laissés à l'abandon comme la santé et dans tous les secteurs socialement et écologiquement utiles. Mais plutôt que de proposer aux chômeurs et chômeuses un contrat de travail rémunéré, Macron décide que ce sera à la collectivité de régler ce cadeau au MEDEF. En effet, le revenu de solidarité active est une prestation sociale financée par l'impôt et versée par les départements. D'un montant de 565,34 € par mois pour une personne seule vivant en métropole et dans les Dom, il est de moitié inférieur au seuil de pauvreté et permet donc tout juste à ses allocataires de survivre. Rappelons d'ailleurs que le RSA n'est même pas sollicité par toutes celles et ceux qui devraient en être les bénéficiaires. En effet plus du tiers de ces dernier-es ne le sollicitent pas, ce qui fait que selon les dernières études ce sont 750 millions d'euros qui ne sont pas réclamés !

Le projet de Macron est donc limpide. **Permettre au patronat de disposer de travailleurs-ses gratuits. Cela porte un nom, le rétablissement de l'esclavage.** Une classe de travailleurs-ses ultra-pauvres et ultra précaires, sans droits. Avec le recul de l'âge de départ en retraite à 65 ans, le projet de Macron n'est rien d'autre qu'un champ de dévastation sociale.

Le soir du 24 avril si ce président est reconduit dans ses fonctions, il trouvera comme toutes celles et ceux porteurs de projets similaires, un adversaire résolu sur sa route, l'Union syndicale Solidaires.

Nous ne laisserons rien passer !

Réduction du temps de travail à 32h sans perte de salaire ! Augmentation des salaires, pensions, minimas sociaux de 400 € ! Le RSA aux moins de 25 ans ! Egalité salariale ! Titularisation de tous les précaires dans la fonction publique et requalification des CDD en CDI ! Création d'emplois statutaires dans les services publics et les secteurs utiles socialement et écologiquement !